Note d’information sur la situation économique nationale

 au quatrième trimestre 2022

### L’arrêté des comptes nationaux du quatrième trimestre 2022 fait ressortir un net ralentissement de la croissance de l’économie nationale se situant à 0,5% au lieu de 7,6% durant le même trimestre de l’année précédente. Les activités non agricoles ont affiché une augmentation de 2,3% et celles du secteur agricole une baisse de 15,1%.

### Tirée par la demande extérieure, cette croissance a été réalisée dans un contexte d’une forte inflation et d’une amélioration du besoin de financement de l’économie nationale.

### Une faible croissance impactée par le ralentissement des activités non agricoles et la baisse des activités agricoles

La **valeur ajoutée du secteur primaire** en volume**,** corrigée des variations saisonnières**,** s’est contractée de 15% au quatrième trimestre 2022, après avoir enregistré un accroissement de 19,1% le même trimestre de l’année précédente. Cette baisse a résulté du fort **repli des valeurs ajoutées de:**

* l’agriculture de 15,1% au lieu d’une hausse de 17,8%;
* la pêche de 12,3% au lieu d’une hausse de 53,4%.

De son côté, **la valeur ajoutée du secteur secondaire,** en volume**,** a connu un recul de 2,4% au quatrième trimestre 2022 au lieu d’une hausse de 5,4% le même trimestre de l’année précédente. Ceci a été le résultat de la baisse des valeurs ajoutées:

* de l’industrie d’extraction de 16% au lieu d’une baisse de 1,5%;
* du bâtiment et travaux publics de 4,6% au lieu d’une hausse de 6,8% ;
* de « Electricité, gaz, eau, assainissement et déchets » de 4,5% au lieu d’une hausse de 7% ;

et de la hausse de la valeur ajoutée des industries manufacturières de 0,4% au lieu d’une hausse de 5,1%.

**Par ailleurs, la valeur ajoutée du secteur tertiaire** a enregistré un ralentissement de son taux d’accroissement passant de 6,9% le même trimestre de l’année précédente à 4,9%. Elle a été marquée par le ralentissement des activités de:

* Transports et entreposage à 7,1% au lieu de 16,1%;
* Services financiers et assurances à 5,5% au lieu de 5,9%;
* Services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale à 3,1% au lieu de 3,5%;
* Services rendus par l’Administration publique générale et la sécurité sociale, à 3% au lieu de 3,7%;
* Recherche et développement et services rendus aux entreprises à 2% au lieu de 8,5%;
* Services immobiliers à 1,6% au lieu de 3,1% ;
* Commerce et réparation de véhicules à 1,1% au lieu de 7,3%.

Et de la hausse de celles de :

* Hébergement et restauration, avec 55,4% au lieu de 52,5%;
* Autres services, avec 2,4% au lieu de 1,8%.

Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu ainsi, un net ralentissement à 2,3% durant le quatrième trimestre 2022 au lieu de 6,6% le même trimestre de l’année précédente.

Dans ces conditions, et tenant compte de la hausse de 2,9% des impôts sur les produits nets des subventions, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** s’est accru de 0,5% durant le quatrième trimestre 2022 au lieu d’une hausse de 7,6% l’année précédente.

**Taux d’inflation en hausse**

Aux prix courants, le PIB a connu une hausse de 5,8% dégageant ainsi une augmentation du niveau général des prix de 5,3% au quatrième trimestre 2022 au lieu de 4,9% au même trimestre de l’année 2021.

**Repli de la demande intérieure**

La demande intérieure s’est contractée de 1,7% au quatrième trimestre 2022 au lieu d’une hausse de 11,6% la même période de l’année précédente, contribuant négativement à la croissance économique de 1,9 point, au lieu d’une contribution positive de 12,4 points.

C’est ainsi que l’investissement brut (FBCF, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a enregistré, une forte baisse de 9,6% au lieu d’une hausse de 23,5% une année auparavant, avec une contribution négative à la croissance de 3,2 points au lieu d’une contribution positive de 6,5 points, durant le même trimestre de l’année précédente.

De leur côté, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu un ralentissement de leur taux d’accroissement passant de 7,9% au quatrième trimestre 2021 à 0,8%, avec une contribution à la croissance de 0,5 point au lieu de 4,7 points.

La consommation finale des administrations publiques, de sa part, a affiché un ralentissement de son taux d’accroissement passant de 6,1% à 4,4%, avec une contribution à la croissance de 0,8 point au lieu de 1,2 point.

****Une contribution positive des échanges extérieurs****

Au niveau des échanges extérieurs de biens et services en volume, aussi bien les exportations que les importations ont enregistré des fortes hausses durant le quatrième trimestre 2022. C’est ainsi que les exportations ont augmenté de 19,7% au lieu de 5,8%, avec une contribution à la croissance de 6,5 points au lieu de 1,8 point une année auparavant. De leur côté, les importations de biens et services ont affiché une hausse de 9,1% au lieu de 17%, avec une contribution négative à la croissance de 4,1 points au lieu d’une contribution négative de 6,6 points, durant la même période de l’année passée.

Dans ce cadre, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution positive à la croissance, se situant à 2,4 points au lieu d’une contribution négative de 4,8 point durant le quatrième trimestre 2021.

**Allégement du besoin de financement**

Avec une augmentation, aux prix courants, de 5,8% du PIB au lieu de 12,5% au quatrième trimestre de l’année passée et une hausse de 34,4% du taux d’accroissement des revenus nets reçus du reste du monde au lieu de 21,8%, la croissance du revenu national brut disponible a connu un ralentissement passant de 13% la même période de l’année passée à 7,6% au quatrième trimestre 2022.

Compte tenu de l’accroissement de 8% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 11,6% enregistré une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 28,5% du PIB au lieu de 28,3%.

L’investissement brut (FBCF, variation des stocks et acquisition nette d’objets de valeurs) a représenté 30,5% du PIB au lieu de 32,2% durant le même trimestre de l’année précédente. Le besoin de financement de l’économie nationale s’est ainsi allégé par rapport au quatrième trimestre 2021 passant de 3,9% du PIB à 2,1%.

En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du quatrième trimestre 2022.

